

Oliver Paasch, "citoyen libre"

Germanophones Les projets du nouveau ministre-Président, le premier issu du parti ProDG.

Entretien Paul Vaute

Il a prêté serment lundi entre les mains du roi Philippe après l'avoir fait, jeudi dernier, devant les élus du 25 mai. Oliver Paasch, le nouveau ministre-Président de la Communauté germanophone, est aussi le premier qui soit issu du parti Pro Deutschsprachigen Gemeinschaft (ProDG). Ministre de l'Enseignement, entre autres, sous les deux gouvernements précédents, ce juriste de formation, âgé de 42 ans, est aussi populaire dans les cantons de l'Est que peu connu en dehors. Tout comme sa formation politique, d'ailleurs... Autant de raisons pour aller à la rencontre du nouveau locataire de la Gosperts-trasse.

C'est la même coalition qui est reconduite (ProDG, libéraux, socialistes) avec un nouveau ministre-Président. Continuité ou changement ?

A notre sens, ce sera le changement dans la continuité. Le travail accompli est une base, mais Karl-Heinz Lambertz et moi avons des personnalités différentes et il y a toujours de nouveaux défis.

La rapidité de formation de votre gouvernement, en quatre jours à peine, a surpris tout le monde. Sans accord préélectoral ?

Non. Il y a deux aspects. Nous avons comme coalition sortante une base commune, le concept de développement régional, et les personnes se connaissent bien. Et puis, il y a eu une erreur tactique du CSP (le CDH germanophone). Nous avons rencontré ses responsables quelques heures après les élections et regardé ce que nous pouvions avoir comme programme commun. Il était convenu de poursuivre ces discussions mais vingt-quatre heures après, le CSP a contacté le SP et le PFF (PS et MR) pour leur proposer une coalition et nous

mettre dans l'opposition. Le CSP a même proposé que Karl-Heinz Lambertz puisse rester ministre-Président, après avoir fait campagne sur le changement ! Robert Nelles, le premier candidat CSP, a dit qu'il voulait aussi faire pression sur moi, mais une nouvelle coalition ne se décide pas en vingt-quatre heures, sans consulter la base...

C'est à ce moment qu'a eu lieu la sortie du président du CDH Benoît Lutgen contre la formation d'un gouvernement avec votre parti, qualifié d'"autonomiste" et d'"ultra-régionaliste"...

Il a voulu influencer la formation d'un gouvernement avec le CDH et le PS en Communauté germanophone, ce qu'il voulait aussi ailleurs comme on a pu le voir après. Tous les germanophones ont considéré cela comme une immixtion intolérable dans leur Communauté. M. Nelles a lui-même corrigé le tir en déclarant que ProDG est parfaitement pro-démocratique et pro-belge. Il avait d'ailleurs essayé de former un gouvernement avec nous. Sur le plan institutionnel, le CSP a le même programme que nous et le CDH le soutient...

Qu'est-ce qui différencie ProDG des quatre familles "traditionnelles" - qui ont toutes perdu des plumes aux élections ?

ProDG n'est en tout cas pas ultrarégionaliste. Personnellement, je redis toujours, chaque fois que j'en ai l'occasion, que je suis très fier d'être belge, notamment parce que la Belgique a donné à la petite Communauté germanophone un statut de minorité exemplaire, même si on essaye de l'améliorer. La famille royale est très populaire ici. Un parti ultrarégionaliste n'obtiendrait pas 1 % des voix. Nous sommes pour la Belgique avec sa diversité culturelle, pour la Belgique à quatre, vision sur laquelle il y a quasi-unanimité dans notre Communauté.

liste n'obtiendrait pas 1 % des voix. Nous sommes pour la Belgique avec sa diversité culturelle, pour la Belgique à quatre, vision sur laquelle il y a quasi-unanimité dans notre Communauté.

Cela renforce la question : en quoi votre parti se distingue-t-il des autres ?

ProDG est un mouvement de citoyens li-

bres, comparable aux intérêts communaux dans les communes. C'est un mouvement de tendance sociale-libérale, composé de gens qui viennent de milieux professionnels très divers. Moi-même comme ministre de l'Enseignement et Harald Mollers aux Affaires sociales, nous avons montré une manière très libre de regrouper les gens autour de projets, en profitant de la petite dimension de la Communauté. Notre méthode inspire la confiance dans ProDG.

ProDG a succédé au Parti des Belges de langue allemande. C'était un simple changement de nom ou plus que cela ?

C'était un grand changement. Le Parti des Belges de langue allemande a été le parti qui a réclamé une plus grande autonomie. Il était comparable au FDF, avec un programme inspiré par cette volonté d'autonomie. Mais quand ces revendications ont été réalisées, quand la

Communauté germanophone a été mise en place, ce parti n'avait plus de raison d'être. ProDG, lui, a d'autres raisons d'être qu'institutionnelles. Quand nous sommes nés, seulement 10 % de nos membres provenaient de l'ancien PDB.

Sur le plan institutionnel, que souhaitez-vous réaliser pendant la législature à venir ?

Il y a déjà les nouvelles compétences liées à la sixième réforme de l'Etat qui nous sont arrivées ce 1^{er} juillet. Sinon, nous souhaitons négocier le transfert de l'aménagement du territoire, du logement et des compétences provinciales, pour des raisons non pas idéologiques mais de cohérence, pragmatiques. Cela n'implique pas une septième réforme de l'Etat dont la Communauté germanophone n'est pas demandeuse. C'est au gouvernement de la Région wallonne que nos demandes seront adressées quand il se formera. Maintenant, si malgré tout on devait se trouver face à une septième réforme de l'Etat, notre demande serait d'être traités sur un pied d'égalité entre entités. S'il y a en Belgique un rapprochement entre Communautés et Régions, comme c'est déjà le cas en Flandre, nous serons en mesure d'exercer les compétences régionales. Je pense que la Belgique va évoluer dans ce sens-là.

Pour vous, ce n'est pas un repli sur soi ?

Comme ministre de l'Enseignement, j'ai conclu beaucoup d'accords de coopération avec les autres Communautés, notamment pour l'échange de "native speakers" entre écoles. Je déplore que certains politiciens voient un obstacle dans la diversité culturelle de la Belgique. C'est au contraire une occasion de s'enrichir, notamment sur le plan linguistique.

Quelles sont les priorités à votre agenda gouvernemental ?

C'est un agenda très chargé. Outre l'adaptation des structures de notre administration à la réforme de l'Etat actuelle, nous devons préparer le budget 2015. Il va augmenter d'environ 30 %, mais le contexte économique n'est pas très favorable et nous sommes soumis à l'obligation de participer au refinancement de l'Etat fédéral. Par ailleurs, nous préparons notre déclaration de politique générale qui sera présentée à la rentrée.

En 2009 déjà, vous étiez champion des voix de préférence. Quelle est la recette de votre**popularité ?**

Je me suis engagé très jeune dans les mondes étudiant, sportif, culturel. J'ai notamment créé le mouvement jeunesse pour l'Europe en 1995. J'étais donc déjà très connu via ces engagements quand je suis entré en politique. J'y ai tout de suite pris goût, même si je ne voulais pas en faire mon métier. Une fois ministre, je suppose que les gens ont apprécié ma manière de gouverner, dans un dialogue très proche avec les citoyens.